

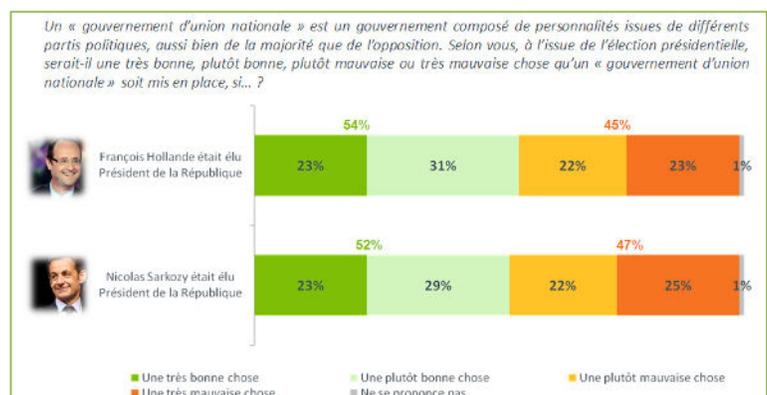




**Dans le détail :**

L'opinion quant à la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » à l'issue du second tour de l'élection présidentielle : des Français relativement partagés mais considérant malgré tout majoritairement que cela serait une bonne chose quel que soit le résultat du second tour de l'élection présidentielle

- Les Français sont relativement partagés quant à la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale », une majorité indiquant néanmoins que cela serait une bonne chose, tant en cas de victoire de François Hollande que de Nicolas Sarkozy.
  - Ainsi, **54% des Français considèrent qu'il serait une bonne chose (dont 23% une « très bonne chose »), qu'un « gouvernement d'union nationale » soit mis en place si François Hollande était élu président de la République, quand c'est le cas de 52% d'entre eux lorsqu'est envisagée la réélection de Nicolas Sarkozy** (dont 23% « une très bonne chose »). La mise en place d'un gouvernement composé de personnalités issues de différents partis politiques, aussi bien de la majorité que de l'opposition, serait en revanche perçue comme une mauvaise chose par 47% des Français en cas de victoire de Nicolas Sarkozy (dont 25% une « très mauvaise chose ») et 45% en cas de victoire de François Hollande (dont 23% une « très mauvaise chose »).
- Notons que les Français soutiennent davantage la nomination d'un « gouvernement d'union nationale » par le candidat dont ils se déclarent le plus proche, et que les sympathisants de Droite soutiennent davantage la nomination d'un tel gouvernement que les sympathisants de Gauche.
  - Ainsi, **78% des sympathisants de Droite considèrent qu'il serait une bonne chose que Nicolas Sarkozy, s'il était élu, mette en place un « gouvernement d'union nationale », contre 38% en cas de victoire de François Hollande. A l'inverse, 65% des sympathisants de Gauche déclarent que la nomination d'une coalition gouvernementale par François Hollande s'il était élu serait une bonne chose, contre 30% si Nicolas Sarkozy était à l'origine de ce gouvernement. De leur côté, les sympathisants MoDem estiment majoritairement que la nomination d'un tel gouvernement serait une bonne chose, tant en cas de réélection de Nicolas Sarkozy que de victoire de François Hollande** (respectivement 70% et 68%), **contrairement aux sympathisants d'Extrême-Droite, qui apparaissent comme les moins séduits par une telle éventualité, une majorité d'entre eux considérant qu'il s'agirait d'une mauvaise chose, en cas de**



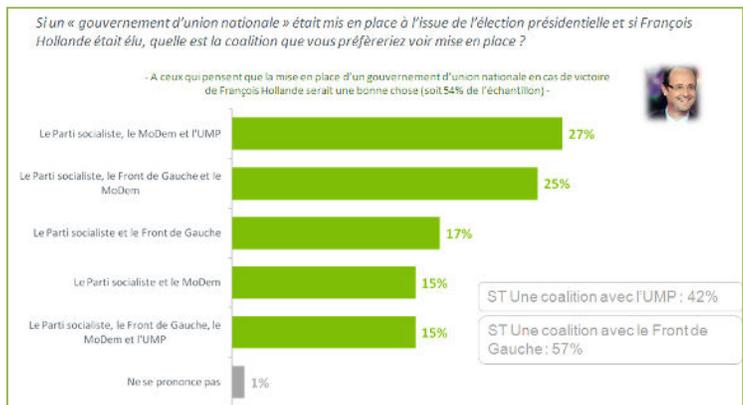
victoire de Nicolas Sarkozy (52%), et a fortiori de François Hollande (64%, dont 47% une très mauvaise chose). Cette lecture politique se confirme lorsqu'on confronte l'opinion des Français quant à la mise en place d'un «gouvernement d'union nationale» avec leur vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2012.

- **Globalement, on observe un clivage moindre des différents électorats en cas de victoire de François Hollande et un soutien plus massif envers un tel gouvernement des électeurs de Nicolas Sarkozy si les résultats du second tour le donnaient gagnant face à François Hollande.**
  - Si François Hollande était élu président de la République, au moins un tiers des électeurs des cinq candidats ayant réalisé les meilleurs scores le dimanche 22 avril considèreraient que la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » serait une bonne chose, quand cette proportion descend à un quart en cas de victoire de Nicolas Sarkozy. Ainsi, si François Hollande était élu président de la République, **ses électeurs de premier tour, ceux de Jean-Luc Mélenchon et de François Bayrou apparaissent comme les plus sensibles à la nomination d'un tel gouvernement (respectivement 67%, 63% et 63%), devant ceux d'Eva Joly (52%).** Dans cette configuration, les électeurs de Nicolas Sarkozy et ceux de Marine Le Pen apparaissent comme les moins favorables à la mise en place d'un tel gouvernement (respectivement 41% et 33%).
  - **En cas de victoire de Nicolas Sarkozy, ses électeurs de premier tour se distinguent, étant plus de huit sur dix à estimer que la nomination par ce dernier d'une coalition gouvernementale serait une bonne chose (84%, dont 43% une très bonne chose).** Les électeurs de premier tour de François Bayrou adoptent la même attitude qu'en cas de victoire de François Hollande, 63% considérant ici aussi la nomination d'un «gouvernement d'union nationale» comme une bonne chose. **En revanche, les quatre autres électorats ne sont qu'une minorité à envisager comme une bonne chose la nomination d'un tel gouvernement par Nicolas Sarkozy s'il était élu président de la République :** 49% (quand même) des électeurs de Marine Le Pen, 34% des électeurs d'Eva Joly, 32% des électeurs de François Hollande et 25% de ceux de Jean-Luc Mélenchon.

**La coalition préférée des Français considérant comme une bonne chose la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » : un rassemblement UMP, PS et MoDem, tant dans l'hypothèse de l'élection de François Hollande que de la réélection de Nicolas Sarkozy**

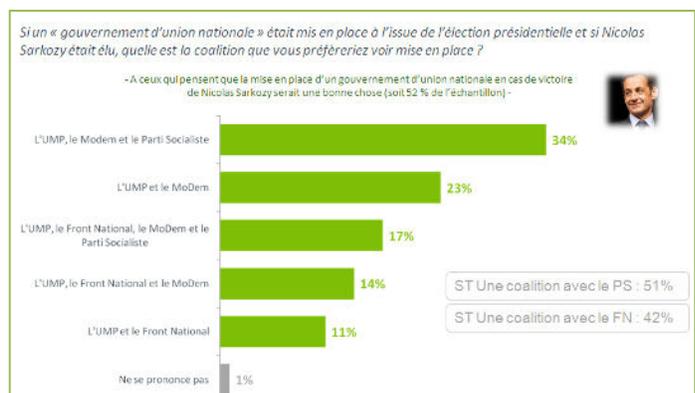
- **Tant en cas de victoire de François Hollande que de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle, les Français considérant comme une bonne chose la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » privilégient une coalition de l'UMP, du MoDem et du Parti socialiste (respectivement 27% et 34%). Et globalement, ces Français préfèrent voir mise en place une coalition dans laquelle se trouve le parti politique dont ils se sentent le plus proche, ou du candidat pour lequel ils ont voté lors du premier tour de l'élection présidentielle.**

- Dans le détail, les Français considérant comme une bonne chose la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » en cas de victoire de François Hollande privilégient une coalition entre le Parti socialiste, le MoDem et l'UMP (27%, 71% parmi les électeurs de premier tour de Nicolas Sarkozy), un quart considérant qu'il



serait préférable de nommer une coalition comprenant le Parti socialiste, le MoDem et le Front de Gauche (25%). Une coalition resserrée entre le Parti socialiste et le Front de Gauche est privilégiée par 17% d'entre eux (58% parmi les électeurs de premier tour de Jean-Luc Mélenchon), 15% préférant voir François Hollande, s'il était élu, nommer un gouvernement composé de membres du Parti socialiste et du MoDem (38% parmi les électeurs de François Bayrou), et autant une coalition plus large de membres du Parti socialiste, du Front de Gauche, du MoDem et de l'UMP (25% parmi ceux n'exprimant pas de préférence partisane). **Au total, 57% de ces Français percevant comme une bonne chose la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » en cas de victoire de François Hollande privilégient une coalition intégrant le Front de Gauche** (90% parmi les électeurs de premier tour de Jean-Luc Mélenchon et 80% parmi ceux de François Hollande), **et 42% avec l'UMP** (86% parmi les électeurs de premier tour de Nicolas Sarkozy).

- Les Français indiquant qu'il serait une bonne chose que Nicolas Sarkozy, s'il était élu, mette en place un « gouvernement d'union nationale » préféreraient eux aussi qu'il soit composé de l'UMP, du MoDem et du Parti socialiste (34%, 76% parmi les électeurs de premier tour de François Hollande), exprimant ensuite une préférence pour une coalition de l'UMP et du MoDem (23%, 36% parmi les électeurs de François Bayrou). Une coalition allant du Front National au Parti socialiste retient l'attention de 17% d'entre eux, 14% privilégiant une coalition de l'UMP, du Front National et du MoDem, quand 11% préféreraient voir nommé un gouvernement resserré autour de l'UMP et du Front National (52% chez les électeurs de Marine Le Pen). Notons qu'au global, parmi ces Français percevant comme une bonne chose la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » en cas de



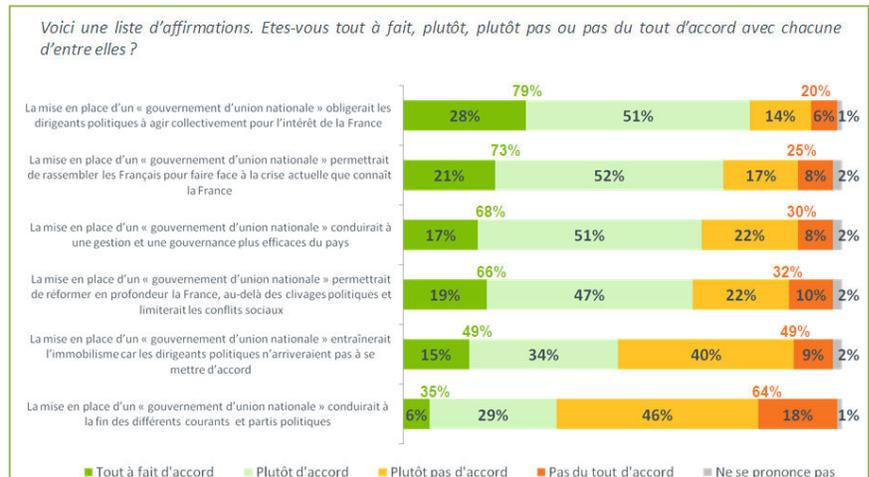
réélection de Nicolas Sarkozy, **51% préféreraient voir mise en place une coalition avec le Parti socialiste** (84%

parmi les électeurs de François Hollande) et 42% avec le Front National (97% parmi les électeurs de Marine Le Pen et 50% parmi ceux de Nicolas Sarkozy), signe d'une acceptabilité grandissante de Front National dans le paysage politique français.

**L'impact et l'efficacité perçus par les Français de la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » : des Français qui perçoivent des avantages à la mise en place d'une coalition, dont ils estiment qu'elle serait efficace avant tout pour agir dans le domaine de l'emploi**

- Si les Français apparaissent relativement partagés quant à la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale », il semblerait qu'ils perçoivent avant tout des avantages d'un tel gouvernement, et jugent qu'il pourrait être efficace, avant tout dans le domaine de l'emploi.

- Ainsi, 79% considèrent que la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale » obligerait les dirigeants politiques à agir collectivement pour l'intérêt de la France (dont 28% tout à fait d'accord), et 73% que cela permettrait de rassembler les Français pour



faire face à la crise actuelle que connaît le pays (dont 21% tout à fait d'accord). Ils sont ensuite plus de six sur dix à être d'accord avec le fait que cela conduirait à une gestion et une gouvernance plus efficaces du pays (68%, dont 17%) et que cela permettrait de réformer en profondeur la France, au-delà des clivages politiques, et que cela limiterait les conflits sociaux (66%, dont 19%). Lorsque sont abordés les potentiels inconvénients d'un tel « gouvernement d'union nationale », seule une minorité de Français exprime son accord. Ainsi, 49% d'entre eux considèrent que cela entraînerait l'immobilisme car les dirigeants politiques n'arriveraient pas à se mettre d'accord (contre 49% pas d'accord), et 35% que cela conduirait à la fin des différents courants et partis politiques (contre 64% pas d'accord). Notons que globalement, les sympathisants de Droite ainsi que les électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle soulignent davantage que la moyenne les conséquences positives de la mise en place d'un « gouvernement d'union nationale », tout comme ceux du MoDem. En revanche, les sympathisants de Gauche, et a fortiori les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, semblent plus sceptiques quant aux bénéfices de la nomination d'un tel gouvernement, considérant en revanche davantage que l'ensemble des Français que cela entraînerait l'immobilisme (54% et 65% contre 49% en moyenne).

- **La mise en place d'un « gouvernement d'union nationale »** aurait donc, selon une majorité de Français, un impact positif sur la gouvernance du pays, ces derniers estimant que **cela pourrait se traduire efficacement avant tout dans le domaine de l'emploi (39%), de la lutte contre les déficits et la dette (34%), et du pouvoir d'achat (29%), qui sont également les trois thèmes ayant le plus comptés dans le choix de vote des Français lors du premier tour de l'élection présidentielle<sup>1</sup>. Plus d'un Français sur cinq indiquent ensuite qu'un**



**«gouvernement d'union nationale» pourrait être efficace dans les domaines de l'éducation et la formation (24%), l'immigration (23%), les impôts et la fiscalité (22%), la moralisation de la vie politique (22%), et la santé (21%).** Notons que les sympathisants du MoDem et les électeurs de François Bayrou reconnaissent davantage l'efficacité d'un tel gouvernement dans plus de domaines que la moyenne, tout comme les sympathisants de Droite et les électeurs de premier tour de Nicolas Sarkozy.

**Globalement, le « gouvernement d'union nationale », s'il est aujourd'hui accepté dans le cadre du questionnaire, bénéficie d'une opinion positive, et ce notamment à travers deux éléments.** D'une part, sa **dénomination**, qui renvoie à une France qui se souhaite rassemblée. D'autre part, **ses objectifs**, car dans un contexte où les pouvoirs publics ne sont pas parvenus à répondre aux principales préoccupations des Français depuis une trentaine d'années, l'idée de les voir répondre collectivement aux questions qu'ils se posent pourrait peut-être, à leurs yeux, leur permettre d'être plus efficaces.

**Reste que ce type de gouvernement est accueilli positivement sans être appelé par les électeurs.** Ainsi François Bayrou, qui en avait fait l'une de ses matrices de campagne, n'est pas parvenu à rassembler derrière ce seul argument. **Le « gouvernement d'union nationale » peut renvoyer à l'idée que les Français ne souhaitent pas d'hégémonie, ni de dogmatisme, mais des responsables politiques tournés vers le collectif et non vers leurs intérêts individuels.**

<sup>1</sup> Enquête Harris Interactive réalisée en ligne dimanche 22 avril 2012 en journée. Echantillon de 2935 inscrits sur les listes électorales, issu d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'accès panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région de l'interviewé(e), et vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2012.

***Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.***

**A propos de Harris Interactive**

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6<sup>ème</sup> rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter [www.harrisinteractive.fr](http://www.harrisinteractive.fr)

**Contact Harris Interactive en France:**

Laurence Lavernhe – 39 Rue Crozatier– 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - [llavernhe@harrisinteractive.fr](mailto:llavernhe@harrisinteractive.fr)  
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique – Opinion - 01 44 87 60 30 – [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)